

LA TUNISIE EN CRISE PROFONDE, LA PERPÉTUELLE DÉTRESSE DES JEUNES

Zouhour Ouamara

Langue d'origine du texte : français



La Tunisie, ce pays géographiquement petit face à ses deux voisins : l'Algérie et la Libye mais ce fameux pays qui a fait parler de lui grâce à l'émancipation de sa population et grâce au courage des tunsien.ne.s qui, dix ans en arrière, ont su mettre fin à une dictature féroce.¹

Aujourd'hui, la Tunisie fait encore parler d'elle mais dans un sens défiguré, malmené et biaisé. Depuis le 25 juillet 2021, le Président tunisien Kais Saïed, bien qu'issu d'un processus électoral démocratique et d'une transition démocratique, a décidé de proclamer l'état d'exception en Tunisie dans une lecture acrobatique et «bricolée»² de l'article 80 de la Constitution.

Entre-temps, une lueur d'espoir a su gagner le rang de la jeunesse tunisienne. Étourdie.e.s d'une classe politique égoïste, violente et qui peine à concrétiser les espoirs des jeunes et des progressistes, beaucoup de jeunes tunisiens et tunisiennes ont accordé à leur président le bénéfice du doute, l'appuyant dans son coup de forcing contre les «démons de minuit» que Kais Saïed prône toujours dans ses discours. Testant, enfin, pragmatiquement ce que ce président élu par les jeunes va faire. Maintenant il détient tous les pouvoirs, ou presque, entre ses mains.

CRISE POLITIQUE, SAIED L'UNIQUE TUTEUR DU PEUPLE TUNISIEN

Depuis l'instauration de l'état d'exception en juillet 2021, le bloc constitutionnel tunisien a été battu en brèche. Le Président de la République gère, depuis, l'Etat tunisien via des décrets lois qu'il dessine et promulgue tout seul. Il «règne» à travers ses propres décrets lois ignorant ce que l'Etat de droit dicte et réfutant les avis de l'intelligentsia tunisienne qui le met en garde contre ce danger juridique.

Une grande partie de la jeunesse tunisienne a, au départ, appuyé le Président de la République dans son blocage des institutions de l'Etat par manque de croyance et par lassitude du processus de la révolution de 2011. Les jeunes sont las du clientélisme, du népotisme et des violences institutionnelles. Ils subissent de plein fouet la croissance de l'inégalité socio-économique avec le retrait

Zouhour Ouamara, enseignante universitaire et consultante juridique auprès des organisations de la société civile (OSC)

Les jeunes sont las du clientélisme, du népotisme et des violences institutionnelles. Ils subissent de plein fouet la croissance de l'inégalité socio-économique avec le retrait de la classe moyenne et le décalage entre classe aisée et classe prolétaire.

de la classe moyenne et le décalage entre classe aisée et classe prolétaire. Ils ont perdu espoir en ces corporations représentatives comme l'UGTT et en la justice avec la non-résolution des assassinats politiques et la remise en question de l'indépendance et de l'impartialité des institutions judiciaires, avec de surcroît le blocage de la mise en place d'une cour constitutionnelle. Et ils paniquent devant la réalité quotidienne de l'inflation économique drastique et du monopole de pan de l'économie au profit d'hommes d'affaires et de politiciens corrompus. L'appui à Kais Saïed était, de facto, une contestation contre la non-évolution ou la mise à mort des espoirs des jeunes.

Si les réponses électoralement contestataires ne datent pas de Kais Saïed³, il était le premier à proposer une réponse politique véritablement populiste, c'est-à-dire, opposant «élites» et «peuple». Mais Kais Saïed mène une politique populiste sans le peuple, plutôt d'en haut. Lors de la consultation populaire électronique⁴ qu'il a mise en place afin d'aboutir à un nouveau processus constitutionnel, le peuple n'a pas été consulté sur les questions régaliennes comme la nature du pouvoir, les services de sécurité, l'organisation administrative, etc. C'est seulement au niveau local que la consultation a permis au peuple tunisien de dire ce qu'il pense. Les constituantes du pouvoir régaliens sont (selon la vision de Kais Saïed) l'apanage du Président de la République tout seul.

D'ailleurs, parlant de cette fameuse consultation électronique, quid de son succès et de la prise en considération des sondages et avis des tunisien.nes ? De prime abord, la consultation s'est faite uniquement en ligne alors qu'une bonne partie du peuple tunisien n'a ni smartphone, ni pc ni même accès à internet, touchant le principe d'égalité de l'accès à la vie politique et dans un aménagement de la démocratie participative (mais bon le populisme s'appuie sur une philosophie de «démocratisation», je dis ça je dis rien !). Evidemment, le taux de participation à la consultation électronique a été faible. 534.915 citoyen.nes seulement (dont 168.705 femmes), sur plus de 7 millions de citoyens en âge de voter.

La consultation électronique n'a pas débouché sur la mise en place d'une nouvelle constitution mais plutôt sur l'amendement de la constitution du 27 janvier 2014 (jugée imparfaite mais toujours démocratique et surtout symbolique!). Malgré cela, Kais Saïed a déclaré la désignation d'une instance nationale consultative pour une nouvelle République pour se charger de l'élaboration d'une mouture d'une nouvelle Constitution. Ce processus a été jalonné de multiples tensions car les juristes, les experts, la majorité des politiciens, les OSC et une partie du peuple refusaient ce sens unique du pouvoir. On commençait à ressentir nettement l'installation d'une nouvelle dictature. D'ailleurs, une semaine avant le passage aux urnes du 25 juillet 2022, le Président de la République a laissé de côté la mouture proposée par l'instance désignée. Il a présenté son propre projet, avec sa propre vision et un dangereux virage vers un hyper-présidentialisme où tous les pouvoirs (métamorphosés en «fonctions») sont soumis et redevables devant et au Président, seul à se prévaloir d'une immunité même après la fin de son mandat.s. Les membres de l'instance se sont sentis trahis et l'opinion publique choquée.

De surcroît la première mouture était pleine de fautes d'orthographe et de grammaire. Sous la pression satirique des médias et des réseaux sociaux, le Président de la République a publié un erratum. Corrigeant toutes (ou presque) les fautes pointées. La nouvelle constitution passe avec seulement 2,756 millions d'électeurs soit 30,5 % des inscrits.

Précisons que ce virage autoritaire du Président de la République tunisienne s'accompagne d'une augmentation importante des violences policières (le 18 août 2022, le syndicat des journalistes tunisiens a recensé dans un communiqué un total de 48 agressions des journalistes après la campagne référendaire⁵, d'une mette mise à l'écart des médias indépendants, que Kais Saïed snobe et décrie publiquement, et d'une violence suspicieux et remise en question du travail de la société civile. Kais Saïed, dans une intervention⁶, affirme alors, que les associations «sont en apparence des associations mais sont en réalité le prolongement de puissances étrangères»).

¹ Référence ici à la révolution du Jasmin en 2011. V. Jardi-Liambrich, «L'Histoire des événements de la «Révolution du jasmin» LES ÉVÉNEMENTS DE TUNISIE DÉCEMBRE/JANVIER 2011», EuroMed, 2011. Disponible en ligne : Atlat Amin et Geisser Vincent, «Tunisie : «

Révolution du jasmin» ou l'Initiative ?», Mouvements, 2011/2 n°66, p. 62-68, DOI : 10.3917/mouv.066.0062

² Y. Slim Lahjmani- Le chef de l'Etat a choisi le bricolage pour sortir du cadre constitutionnel, Tunisie numérique, septembre 2021. Disponible en ligne.

³ Michel Camau, Un moment populiste en Tunisie : Temporalité

électorale et temporalité révolutionnaire, Revue Tunisienne de Science

Politique, Vol.11 n°3, 2020.

⁴ Site de la consultation nationale en ligne : www.e-istichara.tn

⁵ Kapitalis

Selon l'agence européenne Frontex, la route de la Méditerranée centrale a été empruntée par plus de 42 500 migrants de janvier à juillet, soit une hausse de 44% par rapport aux sept premiers mois de 2021.

LA JEUNESSE DÉLAISSÉE, L'INFLATION MORBIDE DE LA MIGRATION ILLÉGALE

Des milliers de jeunes tunisiens ont choisi de jeter l'éponge, de lâcher prise et de laisser le navire couler tout seul mais au final c'est le leur qui les a trahis en les laissant au fond de la Méditerranée. Cette année à Tataouine, une ville du sud tunisien 12000 jeunes ont choisi la migration illégale dont 15 à 20% sont des femmes⁷. Les jeunes en Tunisie font face à un taux de chômage élevé, à une situation politique suffocante et à une inflation exponentielle des prix. Le désespoir ronge et tourmente.

Les jeunes tunisiens, se sentant lâchés et trahis par leur pays, s'accrochent au mirage d'une Europe qui peut mieux offrir. Ils sont nombreux à s'aventurer. La place dans un navire qui assure le passage de la Tunisie vers l'Europe est entre 5000 et 15000 TND (+/- 3000 euro) en fonction des «options» choisies comme le nombre maximum des personnes, la saison, l'itinéraire etc. Ils sont souvent aidés par leurs familles qui ne croient plus en ce bled, qui restent nostalgiques d'une époque révolue où il faisait bon vivre. Selon l'agence européenne Frontex, la route de la Méditerranée centrale a été empruntée par plus de 42 500 migrants de janvier à juillet, soit une hausse de 44% par rapport aux sept premiers mois de 2021.

Le port de la Goulette, le principal port tunisien où les bateaux transportant des passagers et des marchandises, voit continuellement passer des «harragas» venus des quatre coins de la Tunisie. La majorité est constituée de mineurs rongés par un idéal européen à atteindre. D'ailleurs, plus de deux millions d'élèves ont quitté les écoles durant ces dernières années (67 000 en 2022) face aux problèmes socio-économiques que connaît la Tunisie. Le bilan des morts est de plus que 200 corps de migrants rejetés par la mer, plusieurs sont absorbés par son fond et leurs familles n'arrivent guère à les retrouver. En août dernier (2022), quatre enfants, trois femmes et un homme sont décédés dans le naufrage de leur embarcation au large de l'archipel tunisien des îles de Kerkennah.

Cette année, des sportifs, des personnes publiques ont choisi la migration clandestine face à un état de crise national et à une atmosphère générale suffocante, malmenant l'espoir des jeunes qui n'hésitent pas à risquer

leurs vies pour l'éventualité d'une vie meilleure. D'après l'Association tunisienne des grandes écoles (Atuge), les départs de nombreux «talents» sont motivés par les mauvaises conditions de vie en Tunisie. Les professionnels ou jeunes diplômé.e.s justifient leur choix de quitter la Tunisie par la corruption, l'avenir incertain, le climat liberticide, la bureaucratie, l'instabilité politique et les meilleures opportunités professionnelles et financières à l'étranger (un salaire souvent multiplié par six ou sept)⁸.

LA CRISE ÉCONOMIQUE QUI FRAPPE EN PLEINE FOUET

Presque 4 millions de Tunisiens sur un total de 12 M sont désormais considérés pauvres. La crise économique a en effet attaqué la classe moyenne en Tunisie. Le chômage en Tunisie s'élève à 18,4 % au niveau national et à 42 % chez les jeunes. Les prix des produits de première nécessité n'ont cessé d'augmenter⁹. La Tunisie fait actuellement face à de multiples pénuries alimentaires : le lait, le sucre, le café et même des médicaments «de base», avec une nette dégradation des services publics sanitaires.

En Tunisie, la sortie de l'auberge n'est pas de mise et la lueur d'espoir peine à voir le jour face à des contraintes nationales et internationales aggravées par la guerre en Ukraine.

La jeune tunisienne fait face à un déluge hors norme et s'accroche à des branches qui se brisent. La Tunisie doit passer par une refonte politique, économique, sociale et culturelle afin d'éviter un soulèvement populaire dont les aléas sont flous et s'avèrent dangereux. ♦

La jeune tunisienne fait face à un déluge hors norme et s'accroche à des branches qui se brisent.

La Tunisie doit passer par une refonte politique, économique, sociale et culturelle afin d'éviter un soulèvement populaire dont les aléas sont flous et s'avèrent dangereux.

⁷ NAFTI Hatem, « Tunisie : les associations, nouvelles cibles de Kais Saïed », 4 avril 2022.

⁸ Direct Info.

⁹ The Conversation, « En Tunisie, l'enjeu de la fuite des cerveaux », Disponible en Ligne.

¹⁰ France Info

Les jeunes en Tunisie font face à un taux de chômage élevé, à une situation politique suffocante et à une inflation exponentielle des prix. Le désespoir ronge et tourmente.

Les jeunes tunisiens, se sentant lâchés et trahis par leur pays, s'accrochent au mirage d'une Europe qui peut mieux offrir. Ils sont nombreux à s'aventurer.